

Brochure n° 3101

Convention collective nationale

IDCC : 992. – **BOUCHERIE, BOUCHERIE-CHARCUTERIE,  
BOUCHERIE HIPPOPHAGIQUE, TRIPERIE,  
COMMERCES DE VOLAILLES ET GIBIERS**

AVENANT N° 2 DU 29 OCTOBRE 2015

À L'AVENANT N° 38 DU 6 MAI 2013

RELATIF AUX FRAIS DE SOINS DE SANTÉ

NOR : ASET1650072M

IDCC : 992

PRÉAMBULE

Les partenaires sociaux de la convention collective nationale de la boucherie, boucherie-charcuterie, boucherie hippophagique, triperie, commerce de volailles et gibiers, réunis en commission paritaire, décident les mesures suivantes : mettre en conformité les dispositions relatives à la définition des bénéficiaires du régime « remboursement de frais de soins de santé » en ce qui concerne la condition d'ancienneté avec le décret n° 2014-786 du 8 juillet 2014 sur le respect du caractère collectif et obligatoire.

**Article 1<sup>er</sup>**

*Mise en conformité de la définition des bénéficiaires du régime « remboursement de frais de soins de santé » avec le décret sur le respect du caractère collectif et obligatoire (décret n° 2014-786 du 8 juillet 2014)*

L'alinéa 1 de l'article 2 de l'avenant n° 38 du 6 mai 2013 est modifié comme suit :

**2. Bénéficiaires**

L'expression : « Sont bénéficiaires du présent "régime remboursement de frais de soins de santé" obligatoire tous les salariés relevant des entreprises visées à l'article 1 et de la présente convention collective nationale et ayant 1 mois d'ancienneté dans l'entreprise » est remplacée par :

« Sont bénéficiaires du présent régime "remboursement de frais de soins de santé" obligatoire, tous les salariés relevant des entreprises visées à l'article 1<sup>er</sup> de la présente convention collective nationale à leur date d'entrée dans l'entreprise. »

L'expression : « Lorsque le salarié aura atteint l'ancienneté requise, il pourra bénéficier du régime à compter de sa date d'entrée dans l'entreprise avec effet rétroactif » est supprimée.

**Article 2**

*Date d'effet*

Le présent avenant prend effet au 1<sup>er</sup> janvier 2016.

### Article 3

#### *Dépôt. – Extension*

Le présent avenant est établi en vertu des dispositions du code du travail relatives à « La négociation collective. – Les conventions et accords collectifs du travail » (livre II de la deuxième partie). Il est fait en un nombre suffisant d'exemplaires pour être remis à chacune des organisations signataires et être déposé en deux exemplaires dont un sur support électronique.

Les parties signataires conviennent de demander au ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social l'extension du présent avenant en application des articles L. 2261-15 et suivants du code du travail.

Fait à Paris, le 29 octobre 2015.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

#### **Organisations patronales :**

CFBTC ;  
CNTF ;  
FBHF ;  
SNVD.

#### **Syndicats de salariés :**

FGA CFDT ;  
FGTA FO ;  
FNAA CFE-CGC ;  
CSFV CFTC.